

La chambre de commerce de la Colombie britannique a dernièrement expédié à Ottawa un certain exposé de motifs et certaines résolutions dans lesquels elle demande que l'arrangement pris soit exécuté. Cette chambre n'est pas composée d'hommes capables de céder à de simples sentiments ; mais, après avoir examiné la question sous toutes ses faces, elle a envoyé ici une circulaire que, je crois, plusieurs membres de cette Chambre ont reçue. Le fait que la législature locale est appuyée par une corporation aussi influente, à laquelle appartiennent presque tous nos bourgeois et nos marchands, devrait avoir assez de signification pour induire au moins le gouvernement à prendre la chose en considération et à obtenir de la Chambre un crédit pour construire la section d'Esquimalt et Nanaimo.

M. BLAKE : Mon intention n'est pas de prendre part au débat général ; mais l'adresse soulève deux questions qu'il peut être utile de signaler à l'attention de la Chambre.

La première se rapporte à la nomination d'un représentant du Canada en Angleterre, avec résidence à Londres. L'adresse déclare que "l'accroissement de notre commerce extérieur et la perspective de modifications prochaines que pourrait apporter le gouvernement de Sa Majesté dans les rapports commerciaux de l'Angleterre avec les pays étrangers sont des sujets qui demandent notre plus sincère attention et toute notre vigilance." Telle est la première raison apportée à l'appui de la proposition qui nous est faite d'approuver cette nomination. La seconde a apparemment un caractère domestique ; car l'adresse continue : "tandis que notre développement rapide soulève sans cesse des problèmes importants qui exigent l'intervention et l'appui du gouvernement impérial."

Au sujet de ces deux raisons, je dois dire que, tout en reconnaissant l'extrême importance de donner notre plus sérieuse attention au développement de notre commerce extérieur, je ne puis concilier avec le caractère tout intérieur de la politique de protection et de restriction adoptée par le gouvernement, les efforts sincères qu'il pourrait tenter pour le développement de ce même commerce extérieur. Commerce veut dire échange ; si vous voulez que d'autres peuples acceptent vos marchandises, vous devez accepter les leurs ; si

vous établissez, appuyez et maintenez, comme partie de la politique générale permanente du pays, un système qui met obstacle et restriction à l'importation des marchandises que d'autres peuples ont à vous donner, vous n'êtes pas sérieux en parlant de développer votre commerce extérieur. Il est donc curieux de voir le gouvernement, au moment même où il poursuit l'application, et, d'après lui, le perfectionnement d'une politique contraire au commerce extérieur, nous proposer cette autre politique.

Quant aux raisons intrinsèques ou domestiques qui exigent que nous sollicitions continuellement l'intervention et l'appui du gouvernement impérial, il ne m'est pas facile de les saisir ; la seule qui me vienne à l'idée, c'est la garantie ou autre aide matérielle demandée pour construire le chemin de fer du Pacifique. A grand renfort de trompettes on a proclamé, comme partie du programme du gouvernement, que la construction de ce chemin devait être représentée aux yeux du peuple anglais comme étant une entreprise impériale et nationale à laquelle il était de son devoir de contribuer ; et l'administration fut, à sa propre instigation, autorisée pendant la dernière session à prendre des mesures pour obtenir une assistance matérielle du gouvernement impérial.

Nul doute, monsieur l'Orateur, que cette démarche a eu le même succès que d'autres qu'elle a faites et auxquelles elle a donné une certaine publicité ; mais c'est une de ses bonnes actions dont nous n'avons pas entendu parler : ni par le discours du trône ni par aucune autre voie le résultat de la mission en Angleterre n'est venu jusqu'à nous. L'annonce du succès de cette mission nous est-elle réservée, comme *bonne bouche*, pour une époque plus avancée de la session, ou n'y aurait-il pas là en réalité l'explication du secours important dont le Canada a besoin et qui exige la présence près le gouvernement impérial d'un agent chargé de solliciter avec toute l'importunité dont l'expérience a démontré la nécessité ? Peut-être qu'après tout, les obsessions de l'été dernier n'ont pas été couronnées de succès, et nous allons les réitérer par l'intermédiaire d'un agent spécial.

Plus d'une fois j'ai fait connaître mon opinion au sujet de sir Alexander Galt, qui n'a guère besoin des éloges des membres